

## Mémoire n°123

# LES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DES CONCOURS FINANCIERS DE L'ÉTAT AUX COLLECTIVITÉS LOCALES ET DE MARGES DE MANŒUVRE DES ELUS

*Document d'analyse en économie financière locale  
(momentané et actualisable)*

Yann LE MEUR



Yann LE MEUR est professeur associé à la faculté de Sciences Économiques de Rennes I et président de Ressources Consultants Finances, société d'étude et prospective en finances locales. Expert auprès des présidents des communautés urbaines françaises, il mène de nombreuses missions de conseil et a produit plusieurs rapports de recherche et d'expertise portant sur « Les méthodes d'analyse financière publique », « La péréquation financière entre les régions » et « Les conditions de l'équilibre futur du groupe territorial en système TPU ».

*Rennes, le 12 février 2008  
Mémoire123.doc*

## LES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DES CONCOURS FINANCIERS DE L'ÉTAT AUX COLLECTIVITÉS LOCALES ET DE MARGES DE MANŒUVRE DES ÉLUS LOCAUX

La contrainte financière que le gouvernement impose en 2008 aux collectivités locales, par le biais du « contrat de stabilité » voté par le Parlement, consiste en une **indexation sur les prix**<sup>1</sup> d'un ensemble de concours financiers versés par l'Etat aux territoires décentralisés. La nouveauté qu'apporte la loi de finances pour 2008 tient dans la **disparition de l'indexation partielle des dotations sur le PIB**, mais aussi dans **l'absence d'engagement pluriannuel**. Il faut désormais entendre par stabilité, non plus cet engagement que les règles de distribution des dotations de l'Etat ne changeront pas pendant une période donnée (principe du premier « pacte de stabilité » en 1996), mais que le montant global d'un groupe de dotations **stagnera macro-économiquement en volume**. Cette stabilité globale<sup>2</sup> appelle trois remarques.

Elle engendre tout d'abord un **partage déséquilibré** de la croissance des impôts nationaux. Dans ce processus paradoxal de décentralisation de la dépense publique d'un côté, et de recentralisation de certaines recettes fiscales de l'autre, la logique voudrait que **la croissance des impôts nationaux soit également répartie entre les structures territoriales produisant, chacune d'entre elles à son niveau, des biens et services publics**.

Elle se concrétise ensuite par une rupture, non constructive, mais éminemment « **déconstructive** », puisque sont rompus **les pactes antérieurs**. En effet, le pacte initial concernant la dotation compensant la suppression de parts de taxe professionnelle voulait logiquement qu'elle évolue comme les recettes fiscales de l'Etat.

Enfin, le « contrat » n'induit, toutes choses égales par ailleurs, qu'une seule conséquence concrète : **la baisse, jusqu'à extinction**, d'un ensemble de compensations fiscales. C'est donc **un pacte de décroissance**, et de disparition, de compensations fiscales (environ 2 milliards<sup>3</sup>), lesquelles représentaient la contrepartie de réductions d'impôts locaux décidées unilatéralement par l'Etat.

Ces trois caractéristiques factuelles s'effacent toutefois devant la signification majeure du contrat de stabilité, lequel se traduit par l'association des collectivités locales à l'effort de redressement des finances publiques nationales en créant, par la désindexation de leurs recettes externes, un effet contraignant l'augmentation de leurs dépenses. **Le problème de la dette publique française est si préoccupant qu'il écrase tout sur son passage**, et qu'il tire par conséquent vers l'accessoire, pour épouser le principe de réalité, les préoccupations d'ordre logique ci-avant énoncées.

La question de l'avenir des prélèvements sur recettes fiscales de l'Etat au profit des collectivités locales est donc posée. Elle peut être abordée sous trois angles successifs : premièrement, l'évolution et l'alimentation de l'enveloppe nationale à répartir, secondement, la distribution du montant disponible entre les catégories de collectivités ou de dotations, troisièmement, les transferts attendus au sein des dotations de péréquation et notamment de la dotation de solidarité urbaine (DSU). Aborder ces questions conduit naturellement à réfléchir sur les marges de manœuvre financières futures des élus locaux.

<sup>1</sup> Indexation sur les prix tels que prévus en LF (1,6% en 2008), et non révisables.

<sup>2</sup> La part d'augmentation de la dotation globale de fonctionnement due à la prise en compte, dans son indexation, de 50 % de la croissance du PIB, est financée, non par les prélèvements sur recettes fiscales de l'Etat, mais par une ponction sur d'autres dotations qu'elles reçoivent de l'Etat, au titre de compensations fiscales (443 M€ en 2008, servant aussi accessoirement au financement de l'évolution en volume des dotations d'équipement, dont la DDEC).

<sup>3</sup> 1,846 milliards.

# 1. L'AVENIR DE L'ENVELOPPE FINANCIERE NATIONALE RESERVEE AUX COLLECTIVITES LOCALES

L'indexation sur les prix de l'enveloppe financière nationale réservée aux collectivités locales pourrait bien constituer une **hypothèse haute** d'évolution future des concours financiers de l'Etat aux territoires décentralisés. Dans une perspective pessimiste de faible croissance économique, cette stabilisation en volume des recettes locales externes (prélevées sur les recettes fiscales de l'Etat) prend l'allure d'une **régulation molle** de la progression des dépenses publiques locales. En effet, les collectivités locales conservent une capacité d'augmentation en volume de leurs dépenses, à concurrence de la progression physique<sup>4</sup> des bases d'imposition (« effet bases ») et de l'augmentation des taux d'imposition directe (« effet taux »).

Par conséquent, on ne peut exclure qu'une exigence plus pressante de redressement financier national amène à resserrer la contrainte externe imposée aux collectivités locales, dans l'objectif d'une **stabilisation en volume de leur dépenses**. Cette politique de rigueur passerait par la **stabilisation en valeur** des dotations de l'Etat, qu'on justifierait par le fait que les collectivités locales peuvent néanmoins augmenter leurs dépenses au rythme de l'inflation grâce à la croissance en euros constants de leurs produits fiscaux.

La stagnation en euros courants des dotations serait le prix à payer du maintien législatif de l'« effet taux », voire de l'« effet bases » (ce prix ne saurait évidemment être doublé par une inflation des dépenses nettes transférées dans le même temps par l'Etat aux collectivités locales). Notons que, dans cette situation générée par une dégradation forte du déficit public, l'augmentation possible de la fiscalité locale se substituerait en réalité à une hausse potentielle de la TVA, le produit de l'élévation de cette taxe indirecte nationale étant remplacé par une économie de dépenses de l'Etat trouvée sur le poste des concours qu'il verse aux collectivités locales sous forme de prélèvement sur ses recettes fiscales (TVA, IRPP, IS, TIPP).

## 2. LES CHOIX DE RE-AFFECTATION INTER-CATEGORIELLES

La projection dans le temps du dispositif régissant le « contrat de stabilité » de 2008 montre que les **deux milliards** de dotations de compensation, servant en 2007 à l'ajustement de l'enveloppe financière globale (indexée sur l'inflation), **auront disparu** en 2011. Comme ces compensations fiscales ont eu pour fonction d'assurer chaque année une **progression en volume de la dotation globale de fonctionnement** (DGF), égale à la moitié du taux de croissance du PIB, leur disparition en 2011 posera l'alternative suivante :

- soit la DGF **suivra tout simplement l'inflation** et la capacité d'alimenter la **péréquation s'affaiblira**,
- soit l'indexation PIB sera conservée grâce à la mise à contribution, au profit des dotations de péréquation communales<sup>5</sup>, de l'imposante **compensation de la suppression de la part salaires de la taxe professionnelle** (selon la logique habituelle). L'ampleur du phénomène de transfert de ressources passant alors, macro-économiquement, de l'intercommunalité (attributaire de la quasi totalité de la « compensation salaires » qui revient aux EPCI en taxe professionnelle unique) vers les communes pourrait alors nécessiter une redéfinition du mode de distribution de la DGF communale, dont une forme de **mutualisation au niveau supracommunal** pourrait alors s'imposer.

<sup>4</sup> hors actualisation forfaitaire des valeurs locatives, égale à l'inflation prévisionnelle (1,6 % en 2008).

<sup>5</sup> dont une réforme s'impose afin de garantir sa performance.

### 3. LES REDISTRIBUTIONS INTRA-CATEGORIELLES TOUCHANT A LA PEREQUATION

Dans un **contexte de rareté**, la tentation est grande de financer des nouvelles politiques publiques, pour lesquelles on n'a pas le premier sou, par des prélèvements sur des enveloppes existantes réservées aux collectivités locales. Ainsi ponctionna-t-on la dotation de compensation de la TP (DCTP), dans la foulée de la loi Chevènement sur l'intercommunalité (et malgré le « contrat de croissance»), afin de contribuer au financement des communautés d'agglomération<sup>6</sup>.

#### Le Grand Paris, ou « Paris Métropole »

La mesure du déplacement de DGF qui partirait de l'ensemble des collectivités locales de France vers une **communauté urbaine** du Grand Paris (près de 250 M€ par an) a entraîné quelques propos rassurants selon lesquels l'Etat apporterait sa pierre financière à l'édifice. Soit, mais l'Etat dispose de multiples possibilités de répercuter sur les collectivités locales le coût de sa participation au projet parisien dans la mesure où l'on se situe dans un système global de vases communicants, liant indéfectiblement l'Etat et les collectivités locales.

#### Les « plans banlieue »

La DGF est, depuis 1993, année d'apparition en son sein de la dotation de solidarité urbaine (DSU), mise à contribution au profit de la politique de la ville, au détriment de la péréquation générale. Ce phénomène a été amplifié par le « plan Borloo », dont la principale source de financement est la DGF sur laquelle il s'est greffé (600 M€ en 5 ans). Le coût supplémentaire engendré par ce plan n'est donc pas financé par l'Etat (qui n'abonde pas la DGF) mais par les collectivités locales elles-mêmes. Les augmentations de ressources qu'on attendait de l'amplification des effets du système général de péréquation sont amputées au profit de communes situées en zones sensibles bénéficiant de **coefficients multiplicateurs démultipliant leur dotations**. Le « plan banlieue » de Fadela Amara cherche son financement à la même source, demandant la contribution de nombreuses communes, tributaires de la DSU et de la dotation de solidarité rurale, au financement de cités en difficultés sociales. La part péréquatrice de la DGF joue un rôle croissant de **compensation de charges particulières** (que l'Etat ne peut plus financer par ses propres moyens) au détriment de sa fonction péréquatrice générale de corrections des inégalités financières entre les communes françaises.

### CONCLUSION : QUELLES SONT LES MARGES DE MANŒUVRE DES ELUS LOCAUX ?

Mises à contribution afin de répondre solidairement aux besoins sociaux ciblés et concentrés dans certaines zones du territoire ou dans certaines catégories de population<sup>7</sup>, les collectivités locales sont donc orientées vers **la rigueur financière** que l'Etat souhaite induire par la raréfaction des impôts nationaux qu'ils redistribuent aux acteurs publics locaux. Cette amplification de la contrainte externe pourrait, toutefois, trouver contrepartie dans **l'augmentation de la pression fiscale locale**. Mais l'ampleur de celle-ci pourrait alors constituer un élément de questionnement sur le **degré d'autonomie fiscale** que l'Etat entend laisser aux décideurs locaux.

Face au resserrement des contraintes externes, les collectivités disposent toujours de marges de manœuvres et de décision, mais celles-ci sont naturellement limitées par deux facteurs. Le premier tient dans l'impossibilité, à pression fiscale constante, de créer des biens et services nouveaux ne passant pas par des redéploiements de moyens dans des politiques jugées prioritaires, ou par des emprunts se substituant à de l'encours de dette arrivant à échéance. Le second se trouve dans l'accroissement maximum de ressources que les élus jugent possible de tirer de l'augmentation de la pression fiscale, dans la limite des marges de liberté que l'Etat voudra bien leur laisser.

**Yann Le Meur**, Professeur associé à la Faculté de Sciences Economiques de l'Université de Rennes I et Président Directeur Général de Ressources Consultants Finances.

<sup>6</sup> En 2008, la DCTP a été amputée de 20 M€ au profit d'un fonds pour les catastrophes naturelles.

<sup>7</sup> Personnes âgées ou économiquement défavorisées.

EVOLUTION ESTIMATIVE DE LA DGF + DCTP<sup>8</sup> DE 4 GRANDES VILLES BRETONNES

## A – DGF

€

| NANTES               | 2008              |              |             |              |
|----------------------|-------------------|--------------|-------------|--------------|
|                      | Montant           | Ev° nom.     | Inflat°     | Ev° réelle   |
| Dotation Forfaitaire | 76 963 343        | 0,95%        | 1,6%        | -0,6%        |
| Dotation DSU         | 5 669 219         | 1,6%         | 1,6%        | 0,0%         |
| Dotation DNP         | 3 020 810         | 0,0%         | 1,6%        | -1,6%        |
| <b>DGF</b>           | <b>85 653 372</b> | <b>0,96%</b> | <b>1,6%</b> | <b>-0,6%</b> |

| RENNES               | 2008              |              |             |             |
|----------------------|-------------------|--------------|-------------|-------------|
|                      | Montant           | Ev° nom.     | Inflat°     | Ev° réelle  |
| Dotation Forfaitaire | 55 254 222        | 0,98%        | 1,6%        | -0,6%       |
| Dotation DSU         | 7 010 960         | 12,00%       | 1,6%        | 10,2%       |
| Dotation DNP         | 3 032 392         | 0,00%        | 1,6%        | -1,6%       |
| <b>DGF</b>           | <b>65 297 574</b> | <b>2,01%</b> | <b>1,6%</b> | <b>0,4%</b> |

| BREST                | 2008              |              |             |              |
|----------------------|-------------------|--------------|-------------|--------------|
|                      | Montant           | Ev° nom.     | Inflat°     | Ev° réelle   |
| Dotation Forfaitaire | 30 394 880        | 1,15%        | 1,6%        | -0,4%        |
| Dotation DSU         | 5 174 314         | 1,60%        | 1,6%        | 0,0%         |
| Dotation DNP         | 2 906 442         | -2,20%       | 1,6%        | -3,7%        |
| <b>DGF</b>           | <b>38 475 636</b> | <b>0,95%</b> | <b>1,6%</b> | <b>-0,6%</b> |

| LORIENT              | 2008              |              |             |              |
|----------------------|-------------------|--------------|-------------|--------------|
|                      | Montant           | Ev° nom.     | Inflat°     | Ev° réelle   |
| Dotation Forfaitaire | 15 550 515        | 0,95%        | 1,6%        | -0,6%        |
| Dotation DSU         | 1 990 837         | 1,60%        | 1,6%        | 0,0%         |
| Dotation DNP         | 1 037 387         | -2,20%       | 1,6%        | -3,7%        |
| <b>DGF</b>           | <b>18 578 739</b> | <b>0,84%</b> | <b>1,6%</b> | <b>-0,8%</b> |

## B – Evolution estimative de DGF + DCTP

| NANTES            | 2008              |               |              |               |
|-------------------|-------------------|---------------|--------------|---------------|
|                   | Montant           | Ev° nom.      | Inflat°      | Ev° réelle    |
| <b>DGF</b>        | <b>85 653 372</b> | <b>0,96%</b>  | <b>1,60%</b> | <b>-0,6%</b>  |
| <b>DCTP</b>       | <b>4 948 584</b>  | <b>-17,6%</b> | <b>1,60%</b> | <b>-18,8%</b> |
| <b>DGF + DCTP</b> | <b>90 601 956</b> | <b>-0,3%</b>  | <b>1,60%</b> | <b>-1,8%</b>  |

| RENNES            | 2008              |               |              |               |
|-------------------|-------------------|---------------|--------------|---------------|
|                   | Montant           | Ev° nom.      | Inflat°      | Ev° réelle    |
| <b>DGF</b>        | <b>65 297 574</b> | <b>2,01%</b>  | <b>1,60%</b> | <b>0,4%</b>   |
| <b>DCTP</b>       | <b>3 314 804</b>  | <b>-17,5%</b> | <b>1,60%</b> | <b>-18,8%</b> |
| <b>DGF + DCTP</b> | <b>68 612 378</b> | <b>0,9%</b>   | <b>1,60%</b> | <b>-0,7%</b>  |

| BREST             | 2008              |               |              |               |
|-------------------|-------------------|---------------|--------------|---------------|
|                   | Montant           | Ev° nom.      | Inflat°      | Ev° réelle    |
| <b>DGF</b>        | <b>38 475 636</b> | <b>0,95%</b>  | <b>1,60%</b> | <b>-0,6%</b>  |
| <b>DCTP</b>       | <b>1 355 505</b>  | <b>-17,5%</b> | <b>1,60%</b> | <b>-18,8%</b> |
| <b>DGF + DCTP</b> | <b>39 831 141</b> | <b>0,2%</b>   | <b>1,60%</b> | <b>-1,4%</b>  |

| LORIENT           | 2008              |               |              |               |
|-------------------|-------------------|---------------|--------------|---------------|
|                   | Montant           | Ev° nom.      | Inflat°      | Ev° réelle    |
| <b>DGF</b>        | <b>18 578 739</b> | <b>0,84%</b>  | <b>1,60%</b> | <b>-0,8%</b>  |
| <b>DCTP</b>       | <b>894 760</b>    | <b>-17,4%</b> | <b>1,60%</b> | <b>-18,7%</b> |
| <b>DGF + DCTP</b> | <b>19 473 499</b> | <b>-0,2%</b>  | <b>1,60%</b> | <b>-1,7%</b>  |

|                                  | 2008    |
|----------------------------------|---------|
| Evolution DCTP communes salaires | -19,50% |
| Evolution DCTP communes 16 %     | -16,90% |

<sup>8</sup> DCTP : Dotation de compensation de la taxe professionnelle

## MARGES DE MANŒVRE D'UNE GRANDE VILLE EN TPU A FAIBLE COEFF ZUS

## Scénario 1

|                           | 2014/2008   | 2014/2008   |
|---------------------------|-------------|-------------|
|                           | Ev /an      | Ev° totale  |
| Inflation                 | 2,5%        | 16,0%       |
| effet base réel (hs act°) | 1,5%        | 9,3%        |
| <b>effet taux</b>         | <b>0,0%</b> | <b>0,0%</b> |
| effet produit réel        | 1,5%        | 9,3%        |

Bouclage (entrée : CHF et taux ; sortie : EBC)

|                             | 2008         | Ev° réel / an | 2014       |
|-----------------------------|--------------|---------------|------------|
|                             | Adm générale | 60            | 1,0%       |
| Personnel                   | 160          | 1,0%          | 197        |
| Subventions                 | 50           | 1,0%          | 62         |
| <b>Total CH Fct courant</b> | <b>270</b>   | <b>1,0%</b>   | <b>332</b> |

## Structure de la DGF

| %     | dont garantie |     |
|-------|---------------|-----|
| %DF   | 80%           | 40% |
| %DSU  | 11%           |     |
| %DCTP | 5%            |     |
| % DNP | 4%            |     |

M€

|                                 | 2008                | Ev° réel / an | 2014       |
|---------------------------------|---------------------|---------------|------------|
|                                 | Prod. Divers d'exp° | 60            | 0,0%       |
| Impôt locaux directs            | 100                 | 1,5%          | 127        |
| Dotations externes              | 130                 | -2,4%         | 130        |
| Dotation communautaire *        | 50                  | -2,4%         | 50         |
| Dotations de l'Etat (DGF ,DCTP) | 80                  | -2,4%         | 80         |
| <b>Total Prod Fct courant</b>   | <b>290</b>          | <b>-0,5%</b>  | <b>327</b> |
| <b>Excédent brut courant</b>    | <b>20</b>           |               | <b>-6</b>  |

\* Attr° de comp° (figée) et DSC (figée par hypothèse)

## Scénario 2

|                           | 2014/2008   | 2014/2008   |
|---------------------------|-------------|-------------|
|                           | Ev /an      | Ev° totale  |
| Inflation                 | 2,5%        | 16,0%       |
| effet base réel (hs act°) | 1,5%        | 9,3%        |
| <b>effet taux</b>         | <b>0,0%</b> | <b>0,0%</b> |
| effet produit réel        | 1,5%        | 9,3%        |

Bouclage (entrée : EBC et taux ; sortie : CHF)

|                             | 2008         | Ev° réel / an | 2014       |
|-----------------------------|--------------|---------------|------------|
|                             | Adm générale | 60            | -0,4%      |
| Personnel                   | 160          | -0,4%         | 182        |
| Subventions                 | 50           | -0,4%         | 57         |
| <b>Total CH Fct courant</b> | <b>270</b>   | <b>-0,4%</b>  | <b>307</b> |

## Structure de la DGF

| %     | dont garantie |     |
|-------|---------------|-----|
| %DF   | 80%           | 40% |
| %DSU  | 11%           |     |
| %DCTP | 5%            |     |
| % DNP | 4%            |     |

M€

|                               | 2008                | Ev° réel / an | 2014       |
|-------------------------------|---------------------|---------------|------------|
|                               | Prod. Divers d'exp° | 60            | 0,0%       |
| Impôt locaux directs          | 100                 | 1,5%          | 127        |
| Dotations externes            | 130                 | -2,4%         | 130        |
| Dotation communautaire        | 50                  | -2,4%         | 50         |
| Dotations de l'Etat           | 80                  | -2,4%         | 80         |
| <b>Total Prod Fct courant</b> | <b>290</b>          | <b>-0,5%</b>  | <b>327</b> |
| <b>EBC</b>                    | <b>20</b>           |               | <b>20</b>  |

\* Attr° de comp° (figée) et DSC (figée par hypothèse)

Excédent brut courant = Prod Fct courant - Ch Fct courant

## MARGES DE MANŒVRE D'UNE GRANDE VILLE EN TPU A FAIBLE COEFF ZUS

## Scénario 3

|                           | 2014/2008<br>Ev /an | 2014/2008<br>Ev° totale | Structure de la DGF |  |  |
|---------------------------|---------------------|-------------------------|---------------------|--|--|
| Inflation                 | 2,5%                | 16,0%                   |                     |  |  |
| effet base réel (hs act°) | 1,5%                | 9,3%                    |                     |  |  |
| <b>effet taux</b>         | <b>0,8%</b>         | <b>5,2%</b>             |                     |  |  |
| effet produit réel        | 2,4%                | 15,0%                   |                     |  |  |

  

|                             | 2008       | Ev° réel<br>/ an | 2014       | Structure de la DGF |  |  |
|-----------------------------|------------|------------------|------------|---------------------|--|--|
| Adm générale                | 60         | 0,0%             | 70         |                     |  |  |
| Personnel                   | 160        | 0,0%             | 186        |                     |  |  |
| Subventions                 | 50         | 0,0%             | 58         |                     |  |  |
| <b>Total CH Fct courant</b> | <b>270</b> | <b>0,0%</b>      | <b>313</b> |                     |  |  |

  

|                                 | 2008       | Ev° réel<br>/ an | 2014       | Structure de la DGF |  |  |
|---------------------------------|------------|------------------|------------|---------------------|--|--|
| Prod. Divers d'exp°             | 60         | 0,0%             | 70         |                     |  |  |
| Impôt locaux directs            | 100        | 2,4%             | 133        |                     |  |  |
| Dotations externes              | 130        | -2,4%            | 130        |                     |  |  |
| Dotation communautaire *        | 50         | -2,4%            | 50         |                     |  |  |
| Dotations de l'Etat (DGF ,DCTP) | 80         | -2,4%            | 80         |                     |  |  |
| <b>Total Prod Fct courant</b>   | <b>290</b> | <b>-0,2%</b>     | <b>333</b> |                     |  |  |
| <b>Excédent brut courant</b>    | <b>20</b>  |                  | <b>20</b>  |                     |  |  |

  

|       | %   |  | dont garantie |  |
|-------|-----|--|---------------|--|
| %DF   | 80% |  | 40%           |  |
| %DSU  | 11% |  |               |  |
| %DCTP | 5%  |  |               |  |
| % DNP | 4%  |  |               |  |

M€

Bouclage (entrée : CHF et EBC ; sortie : taux)

\* Attr° de comp° (figée) et DSC (figée par hypothèse)

## Scénario 4

|                           | 2014/2008<br>Ev /an | 2014/2008<br>Ev° totale | Structure de la DGF |  |  |
|---------------------------|---------------------|-------------------------|---------------------|--|--|
| Inflation                 | 2,5%                | 16,0%                   |                     |  |  |
| effet base réel (hs act°) | 1,5%                | 9,3%                    |                     |  |  |
| <b>effet taux</b>         | <b>3,1%</b>         | <b>20,4%</b>            |                     |  |  |
| effet produit réel        | 4,7%                | 31,6%                   |                     |  |  |

  

|                             | 2008       | Ev° réel<br>/ an | 2014       | Structure de la DGF |  |  |
|-----------------------------|------------|------------------|------------|---------------------|--|--|
| Adm générale                | 60         | 1,0%             | 74         |                     |  |  |
| Personnel                   | 160        | 1,0%             | 197        |                     |  |  |
| Subventions                 | 50         | 1,0%             | 62         |                     |  |  |
| <b>Total CH Fct courant</b> | <b>270</b> | <b>1,0%</b>      | <b>332</b> |                     |  |  |

  

|                                 | 2008       | Ev° réel<br>/ an | 2014       | Structure de la DGF |  |  |
|---------------------------------|------------|------------------|------------|---------------------|--|--|
| Prod. Divers d'exp°             | 60         | 0,0%             | 70         |                     |  |  |
| Impôt locaux directs            | 100        | 4,7%             | 153        |                     |  |  |
| Dotations externes              | 130        | -2,4%            | 130        |                     |  |  |
| Dotation communautaire *        | 50         | -2,4%            | 50         |                     |  |  |
| Dotations de l'Etat (DGF ,DCTP) | 80         | -2,4%            | 80         |                     |  |  |
| <b>Total Prod Fct courant</b>   | <b>290</b> | <b>0,8%</b>      | <b>352</b> |                     |  |  |
| <b>Excédent brut courant</b>    | <b>20</b>  |                  | <b>20</b>  |                     |  |  |

  

|       | %   |  | dont garantie |  |
|-------|-----|--|---------------|--|
| %DF   | 80% |  | 40%           |  |
| %DSU  | 11% |  |               |  |
| %DCTP | 5%  |  |               |  |
| % DNP | 4%  |  |               |  |

M€

Bouclage (entrée : CHF et EBC ; sortie : taux)

\* Attr° de comp° (figée) et DSC (figée par hypothèse)

Excédent brut courant = Prod Fct courant - Ch Fct courant